

PRODUIRE MIEUX POUR VIVRE MIEUX : UNE NOUVELLE BOUSSOLE POUR L'ACTION

Jean-Louis Levet, Groupe « Production »

05/10/2015

Les Français sont nombreux à penser que la prochaine génération vivra moins bien que la leur. Excès de pessimisme ou constat lucide sur l'état du pays ? Une situation qui n'a pourtant rien d'inéluctable et une nouvelle boussole pour l'action afin que notre pays reprenne enfin confiance en l'avenir.

Le pessimisme, le désengagement et la désillusion démocratique des Français ne cessent de croître, les citoyens ne trouvant plus de réponses dans les différents partis politiques. Cependant, il existe une réelle divergence entre une vision de droite et une de gauche. La première cherche l'adaptation la plus supportable socialement aux inégalités du monde alors que la seconde a une volonté de transformation sociale dans une logique de progrès et de justice.

Cet essai propose une boussole pour la gauche, afin d'agir et de préparer l'avenir au-delà des débats entre gauche prophétique et gauche gestionnaire. Cette boussole a quatre points cardinaux.

Le politique doit aujourd'hui redonner confiance aux Français en l'avenir pour bâtir un « avenir meilleur ».

L'évolution des sciences est aujourd'hui telle qu'il existe de multiples champs de recherche pouvant être mis au service des citoyens, comme la guérison des maladies par la modélisation du corps humain ou la culture des fonds marins pour se nourrir.

Le regain de confiance en l'avenir passe aussi par une amélioration du monde du travail qui a subi de profondes mutations et a aggravé une certaine forme d'insécurité et d'exclusion. L'humain doit être replacé au centre des réflexions sur le travail, de la lutte contre le chômage et de la rénovation du dialogue social.

Un troisième chantier concerne le logement. Première dépense des Français, il représente pour 20 % de la population 40 % des dépenses. Son coût est, de plus, supérieur à celui des autres pays

européens. Un mois de loyer en France est en moyenne deux fois plus cher qu'en Allemagne. Une politique foncière active permettra au logement de fédérer la société et non de la scinder.

Gouverner la transformation du système économique. Nos modèles productifs sont aujourd'hui confrontés à un triple défi : diminuer les émissions de CO₂, réduire la consommation de matières premières et sécuriser nos approvisionnements.

De nouveaux modèles de production et de consommation sont nécessaires pour assurer cette transition énergétique, comme l'économie circulaire et celle de l'usage : l'échange est réalisé sur le service et non plus sur le bien. Face à la concurrence des pays dits « émergents », la réponse des pays occidentaux réside dans l'établissement de normes et de modes de prise de décisions organisés autour de la responsabilité de chaque acteur.

Enfin les entreprises ont besoin d'une nouvelle stratégie des entreprises qui peut s'articuler autour de deux points. Le premier est la relance de la croissance, grâce à la diminution du coût horaire moyen de la main-d'œuvre par le pacte de responsabilité et le CICE et grâce au plan de relance européen. Le deuxième est la relance de l'investissement par une réforme de la fiscalité valorisant les entreprises qui investissent et par la réorientation de l'épargne des ménages vers le financement des entreprises.

Une meilleure production passe par **une réinvention de la manière de gouverner**. L'Etat doit devenir stratège en valorisant la prospective, l'évaluation des institutions. Les relations entre l'Etat et les territoires doivent aussi être repensées. Un nouveau pacte entre un Etat stratège et un couple intercommunalité-région, moteur du développement économique : cette alliance peut, par exemple, s'illustrer par des grands projets de territoire, s'étendant sur une génération, coordonnés par l'Etat.

Le troisième axe de réforme repose sur une réforme concernant l'entreprise, notamment les réformes sociales sur la représentation syndicale et la négociation professionnelle, et une réforme culturelle intégrant dans la formation des élites la culture d'entreprise, l'économie et une meilleure articulation entre le public et le privé.

Enfin, **l'Europe doit se remettre en mouvement**. Elle doit afficher une grande ambition industrielle, avec des outils offensifs et défensifs à chaque étape du processus industriel de la recherche, au positionnement de l'euro. La politique de concurrence doit ainsi évoluer pour ne plus être considérée comme une fin mais un moyen, le secteur recherche et développement amélioré et la politique commerciale plus offensive.

L'harmonisation fiscale est un autre chantier de l'Union Européenne. Elle passe par une lutte contre les politiques d'optimisation fiscale, mais aussi par la convergence fiscale notamment par

rapport à l'impôt sur les sociétés, l'assiette commune consolidée et les « cellules de régularisation volontaire ». De plus, les Etats se doivent d'adapter leur fiscalité numérique face à de grands groupes appliquant une politique fiscale agressive. Les nouvelles règles en matière de TVA vont en ce sens.

L'intégration européenne s'est caractérisée par une convergence sociale. Un saut politique et institutionnel dans la voie du fédéralisme est nécessaire afin d'améliorer la situation actuelle. Pour cela, il faut mettre en œuvre les mécanismes du mieux-disant social avant 2019 et appliquer les traités en vigueur.